

Zoom sur ...

... le commerce bilatéral entre la France et les pays de l'UEMOA au 1^{er} semestre 2019 (Douanes françaises)**❖ Les exportations françaises vers les pays de l'UEMOA stagnent (+0,5% en g.a. à 1,5 Md EUR)**

Les ventes françaises à destination des pays de l'UEMOA sont ressorties à 1,5 Md EUR au 1^{er} semestre 2019 et demeurent quasi-stables par rapport à la même période en 2018 (+0,5% en g.a.). **Elles sont relativement diversifiées, composées notamment de préparations pharmaceutiques (1^{er} poste en nomenclature fine avec 14%), d'équipements mécaniques, matériel électronique et informatique (27,3%), de produits des industries agroalimentaires (14,4%) et de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (10,8%).**

Si la ventilation sectorielle est restée peu ou prou la même par rapport au 1^{er} semestre de l'année précédente, plusieurs postes ont vu le montant de leurs exportations progresser, à l'instar des produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (+16,3 M EUR en g.a. à 164,2 M EUR) et des produits métallurgiques et métalliques (+15 M EUR à 90,3 M EUR).

Ces augmentations ont compensé **la baisse de nos ventes de produits des industries agroalimentaires (-24 M EUR, à 219,3 M EUR) et de produits pétroliers raffinés et coke (-11,5 M EUR, à 15,6 M EUR).**

Poids lourds économiques de la sous-région, **la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les principaux importateurs de produits français et réceptionnent respectivement 34,1% et 30,2%** des ventes totales à la zone. Les exportations à destination de la Côte d'Ivoire ont notablement baissé par rapport au 1^{er} semestre 2018 (-25,9 M EUR à 518,6 M EUR), pénalisées par la mévente d'équipements mécaniques, électriques, électroniques et informatiques. A l'inverse, elles ont augmenté de façon significative au Sénégal (+50,2 M EUR à 458,6 M EUR) sous l'effet de la progression de nos ventes de locomotives et autre matériel ferroviaire roulant (+56,5 M EUR à 57,6 M EUR, lié au projet de TER de Dakar).

Les pays de l'UEMOA représentent 30% de nos débouchés en Afrique subsaharienne au 1^{er} semestre 2019. A l'échelle nationale, la Côte d'Ivoire (10,3%) et le Sénégal (9,1%) sont les

deuxième et troisième clients de la France sur le sous-continent, derrière l'Afrique du Sud (14,9%). **L'Afrique subsaharienne ne représente que 2% des exportations totales de la France.**

❖ Les importations progressent (+36,7% en g.a. à 671 M EUR) sous l'effet de l'apparition d'importants achats d'hydrocarbures bruts, principalement en Côte d'Ivoire

Les achats français ont progressé de façon significative (+36,7%) pour s'établir à 671 M EUR au 1^{er} semestre 2019, soit une hausse de +180 M EUR en g.a. Contrairement aux exportations, les importations françaises en provenance des pays de l'UEMOA sont concentrées et portent à **40,7% sur les produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture ; à 33,4% sur les produits des industries agroalimentaires ; et à 18 % sur les hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives.**

L'augmentation des achats français en provenance des pays de la zone au 1^{er} semestre 2019 est essentiellement imputable à l'apparition d'achats d'hydrocarbures, dont les importations ont atteint 122,3 M EUR - **dont 112,8 M EUR rien qu'en provenance de Côte d'Ivoire** - alors qu'elles n'étaient que de 8,9 M EUR à fin juin 2018. Ces ventes représentent à présent 20,5% des importations françaises de Côte d'Ivoire, faisant du pays le 24^{ème} fournisseur d'hydrocarbures (contre 73^{ème} au 1^{er} semestre 2018) et notre 4^{ème} fournisseur en Afrique subsaharienne. Elles ont également progressé au Bénin, au Niger, au Sénégal et au Togo mais dans des proportions moindres.

Hors pétrole, les importations de produits ouest-africains ont progressé de +13,8% en g.a., soit une hausse de +66,6 M EUR. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des importations de produits métallurgiques et métalliques (+31,6 M EUR à 34,4 M EUR à fin juin 2019), de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (+15,3 M EUR à 273,1 M EUR à fin juin 2019), et de produits des industries agroalimentaires (+14,3 M EUR à 223,8 M EUR à fin juin 2019). A noter qu'aucun poste n'a subi de recul important en valeur.

Au 1^{er} semestre 2019, les pays de l'UEMOA ont fourni 13,2% des importations françaises en provenance d'Afrique subsaharienne. La Côte d'Ivoire se positionne comme 3^{ème} fournisseur de la France avec 10,9% de part de marché, derrière le Nigéria (41,3%) et l'Afrique du Sud (14,7%).

❖ **La balance commerciale de la France avec les pays de l'UEMOA se détériore mais reste excédentaire au total (+848,1 M EUR)**

La balance commerciale de la France à fin juin 2019 est ressortie excédentaire à +848,1 M EUR, en baisse de -16,8% par rapport à fin juin 2018 (+1019,8 M EUR). **La France enregistre un excédent avec tous les pays de la zone, à l'exception notable de la Côte d'Ivoire avec laquelle sa balance sort à -31,5 M EUR à fin juin 2019 (contre +130,6 M EUR à fin juin 2018).**

Notre excédent commercial a cependant progressé au Burkina Faso (+2,7 M EUR à 123,1 M EUR) et au Sénégal (+14,1 M EUR à 411,8 M EUR). Ils sont les deux pays de la zone avec lesquels la France a enregistré son plus grand bénéfice.

Par comparaison, **la balance commerciale de la France avec l'Afrique subsaharienne est déficitaire à -9,9 M EUR à fin juin 2019** (contre +4,8 Mds EUR à fin juin 2018).

Pays	Exportations			Importations			Balance commerciale		
	S1 2018	S1 2019	Evolution	S1 2018	S1 2019	Evolution	S1 2018	S1 2019	Evolution
Bénin	91,8	84,0	-8,5% ↓	1,4	0,9	-37,6% ↓	90,4	83,1	-8,1% ↓
Burkina-Faso	128,7	135,5	5,3% ↑	8,8	12,4	41,4% ↑	119,9	123,1	2,7% ↑
Côte d'Ivoire	544,4	518,6	-4,8% ↓	413,9	550,1	32,9% ↑	130,6	-31,5	-124,1% ↓
Guinée-Bissau	1,5	3,7	144% ↑	0	0,1	3228,9% ↑	1,5	3,6	139,1% ↑
Mali	166,5	163,6	-1,8% ↓	5,0	7,2	43,3% ↑	161,5	156,4	-3,2% ↓
Niger	59,8	69,2	15,9% ↑	3,9	35,5	810,3% ↑	55,9	33,7	-39,6% ↓
Sénégal	408,4	458,6	12,3% ↑	47,6	46,8	-1,6% ↓	360,8	411,8	14,1% ↑
Togo	109,7	85,9	-21,7% ↓	10,5	18,1	72,4% ↑	99,2	67,8	-31,7% ↓
UEMOA	1510,9	1519,1	0,5 % ↑	491,1	671	36,7% ↑	1019,8	848,1	-16,8%

ACTUALITE REGIONALE

La Guinée accueille les réunions statutaires de l'AMAO et de la ZMAO

[Dans un contexte d'annonce de création de la monnaie unique « Eco » dans les pays membres de la zone CEDEAO](#), la Guinée accueille du 16 au 23 août, les réunions statutaires de l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) et de la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), sous la présidence du ministre de l'Economie et des Finances, Mamadi Camara. Ces réunions auront notamment pour objectif d'évaluer (i) l'état de mise en œuvre et les résultats du Programme de coopération monétaire (PCM) de la CEDEAO, (ii) la stabilité des secteurs financiers, (iii) les systèmes de paiement de la zone et (iv) les taux de change des pays membres. Pour cette année, environ 150 délégués représentants des pays et des institutions sont attendus dans la capitale guinéenne.

Le G5 Sahel et ARQUUS signent un contrat de fourniture de matériel roulant à 11,4 M EUR

Le G5 Sahel, représenté par son Secrétaire permanent SEM. Maman Sambo Sidikou, et la compagnie privée ARQUUS (ex-Renault Trucks Defense, appartenant au groupe suédois Volvo depuis 2001), ont signé le 21 août 2019 à Nouakchott, [un contrat de fourniture de matériels au profit de la Force Conjointe du G5 Sahel](#) (42 camions d'allègement (logistiques) et 42 camions citernes). La transaction, d'un montant total de 7,5 Mds FCFA (11,4 M EUR), est décaissée du Fonds fiduciaire de la Force conjointe sur financement des Emirats Arabes Unies (EAU). Le matériel devrait être livré d'ici 15 mois.

Le Niger et le Burkina Faso renforcent leur coopération transfrontalière

Le Niger et le Burkina Faso ont décidé de renforcer leur coopération transfrontalière avec la signature le 6 août dernier à Niamey de deux cadres de concertation entre les communes frontalières des deux pays. Il s'agit de la signature officielle des textes juridiques des feuilles de route 2019 des groupements locaux de coopération transfrontalière entre les régions de Sahel et

Gourmou du Burkina Faso, et Tillabéry du Niger. Le Niger subit dans certaines parties de cette zone des exactions perpétrées par des organisations terroristes (notamment Aqmi, Ansar Dine et Boko Haram). A cela est venu s'ajouter, depuis près d'un an, un nouveau foyer d'insécurité dans l'extrême sud-ouest du pays, au niveau de la région des « Trois frontières » (Niger-Mali-Burkina Faso) entretenue par d'autres groupes djihadistes qui mettent en péril la sécurité des personnes et des biens. Pour mémoire, le Niger et le Burkina Faso partagent une frontière longue de 628 km, avec de part et d'autre des populations partageant les mêmes cultures.

8^{ème} Traité d'amitié et de coopération Burkina Faso-Côte d'Ivoire à Ouagadougou

La 8^{ème} Conférence annuelle au sommet du Traité d'amitié et de coopération (TAC) entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso s'est tenue à Ouagadougou du 29 au 31 juillet sous la co-présidence des Chefs d'Etat ivoirien et burkinabè. Les travaux entre les gouvernements des deux pays ont porté en particulier sur des thématiques stratégiques et prioritaires axées sur les questions de sécurité et de lutte contre le terrorisme, de migration, de coopération transfrontalière, de coopération dans le domaine des mines, de coopération en matière d'énergie et de coopération dans le domaine des transports. Au terme des travaux, trois accords ont été signés dans les domaines suivants : (i) gestion des frontières, (ii) mines et géologie et (iii) protection des enfants. La prochaine édition (9^{ème}) du TAC aura lieu en 2020 et les suivantes se tiendront désormais sur une périodicité biennale.

18^{ème} édition du Forum AGOA

La 18^{ème} édition du Forum américain AGOA (African growth and opportunity act) s'est tenue à Abidjan du 3 au 6 août dernier. Lancée en 2000 par les États-Unis, l'AGOA permet aux produits des pays africains répondant à des critères précis (efforts dans la lutte contre la corruption, au respect des droits de l'homme et au libéralisme économique) d'accéder au marché américain sans barrières douanières et tarifaires. A ce jour 39 pays sont éligibles, pour un total de 6 300 produits. Ont pris part aux échanges (non ouverts au public), le gouvernement américain avec ses principales agences (USID, USAID, OPIC, MCC) et les pays éligibles (représentés par les ministres du Commerce) avec la présence de l'Union africaine, des communautés économiques régionales et les représentants du secteur privé et de la société civile. L'objectif de ce rendez-vous était de faire un état des lieux du partenariat, afin de le mettre à jour. A ce jour, l'Afrique n'exporte pas plus de 2% sur le marché américain et ne représente que 0,8% des importations américaines. Les principales contraintes régulièrement évoquées ont trait (i) au niveau faible des infrastructures, (ii) aux problèmes institutionnels, (iii) aux difficultés de se conformer aux exigences des marchés américains (les mesures phytosanitaires, les règles d'origines), (iv) à l'absence de financements des PME, (v) aux problèmes de VISA, etc. Les États-Unis ont profité de cette opportunité pour marquer leur soutien à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), en signant une déclaration commune avec le Commissaire au commerce de l'Union africaine.

BENIN

Audit de la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin : de nombreuses irrégularités constatées entre 2003 et 2019

La Chambre de commerce et d'industrie du Bénin (CCIB) est sous administration provisoire depuis fin janvier 2019. La remise à plat des procédures internes suit son cours, comme en témoigne l'adoption des avant-projets de statuts, de régime électoral et du règlement intérieur de la chambre, la validation d'un projet de nouvel organigramme mais également la finalisation de la base de données statistique des entreprises exerçant au Bénin à fin 2017. Les missions d'audit ont permis de mettre en exergue un certain nombre de dysfonctionnements sur la période 2003-2019, dont le préjudice financier est estimé à 7,9 Mds FCFA (12 M EUR). Ce préjudice est ventilé comme suit : (i) 4,7 Mds FCFA (7,2 M EUR) décaissés pour des marchés irrégulièrement passés, (ii) 2 Mds FCFA (3 MEUR) pour des avantages illégaux ou indus payés aux élus et aux agents de la Chambre et enfin (iii) 1,2 Mds FCFA (1,8 M EUR) de dépenses compromises dans des placements financiers hasardeux.

BURKINA FASO

Le PAM va soutenir les milliers de déplacés internes du fait du terrorisme

Le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), en visite à Ouagadougou mi-août 2019, a déclaré que son organisation va soutenir les efforts du Burkina Faso dans la prise en charge des milliers de déplacés internes à cause du terrorisme. La montée de l'insécurité dans certaines parties du territoire national plonge le pays dans une situation humanitaire préoccupante. Selon les autorités burkinabè, le nombre des déplacements internes au Burkina Faso serait passé de 87 000 à 270 776 personnes de janvier à août 2019. L'insécurité perturbe l'agriculture et le commerce, exposant les populations à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Lutte contre les fausses immatriculations de véhicules

Les autorités burkinabès ont entrepris une vaste opération d'immatriculations obligatoires des véhicules automobiles et motocyclettes en circulation dans le pays. Face à la menace terroriste, un nouveau système d'identification avec un code de sécurité a été mis en place. Les Burkinabès devront se faire établir de nouveaux permis de conduire sécurisés.

CAP-VERT

La compagnie Cabo Verde Airlines lance une nouvelle liaison entre Sal et Lagos (Nigéria)

A partir du 9 décembre 2019, la compagnie nationale cap-verdienne proposera cinq vols par semaine entre sa base à Sal-Amilcar Cabral et l'aéroport de Lagos-Murtala Muhammed au Nigéria. La liaison sera opérée en Boeing 757-200 configuré pour accueillir 22 passagers en classe Executive et 161 en Economie. Selon Cabo Verde Airlines, cette desserte entre dans le cadre d'une expansion plus large de son réseau qui inaugurera également des lignes vers Washington aux Etats-Unis, Luanda en Angola et Porto Alegre au Brésil.

COTE D'IVOIRE

Les Etats-Unis, via Millenium challenge corporation (MCC), signe avec la Côte d'Ivoire un programme de don d'un montant global de 524,7 M USD sur la période 2019-2025

Ce programme, d'une durée de 5 ans (2019-2024), porte sur [un montant total de don de 524,7 M USD](#). Deux secteurs d'intervention ont été retenus : éducation/formation et transport. Le programme est ainsi structuré autour de deux principaux projets : (i) Compétences pour l'employabilité et la productivité (152 M USD) et (ii) Transport urbain à Abidjan (255 M USD). Le 1^{er} projet a deux composantes : développement de l'enseignement secondaire pour l'amélioration des compétences de base et réforme de l'enseignement professionnel et technique. Le 2^{ème} projet a également deux composantes : (i) construction d'infrastructures routières (dont 32 km de route) et (ii) amélioration du système de gestion du secteur transport. Pour mémoire, la Côte d'Ivoire fait par ailleurs partie des 39 pays africains éligibles au programme américain AGOA (African growth and opportunity act). Grâce entre autres à ce programme, les échanges commerciaux entre les deux pays progressent à un rythme soutenu depuis 2012. Selon [ITC](#), le ministre ivoirien du commerce, les exportations de la Côte d'Ivoire vers les Etats-Unis ont atteint 1,3 Md EUR en 2017, soit une hausse d'environ 13,5% par rapport à 2012, tandis que les exportations des Etats-Unis vers la Côte d'Ivoire ont cru de 65% sur la période pour s'établir à 309,4 M EUR.

Hausse du prix bord-champ du cacao

[Le Conseil du Café Cacao \(CCC\) ivoirien continue de mener des actions pour la hausse des revenus des producteurs dans le pays](#). Après avoir ré-ouvert les contrats d'exportation pour la campagne 2020/2021 avec une clause de « différentiel de revenu de subsistance », une compensation pouvant aller jusqu'à 400 USD/t si les cours mondiaux chutaient en dessous de 2600 USD/t, le gouvernement ivoirien a décidé, pour la fin de la campagne 2019/2020, d'augmenter le prix garanti aux producteurs à 800 FCFA le kilo (1,22 EUR/kg). Cette hausse de 50 FCFA par rapport à la campagne 2018/2019 ne satisfait pas totalement les producteurs qui demandaient un prix minimum de 1000 FCFA (1,53 EUR). Le CCC ne leur a pas accordé ce prix afin de se conserver une marge de sécurité en cas de chute des cours mondiaux. Pour rappel, d'ici la fin 2019, le cours

mondial du cacao devrait augmenter de 4%, à 2515 USD/t, par rapport à 2018 en raison du déficit de 80 000 tonnes que devrait connaître le marché en 2019/2020.

Première édition du Salon des villes de demain prévue en 2020 à Abidjan

La première édition du Salon Smart City Africa se tiendra du 22 au 24 février 2020 à Abidjan. Sont attendus plus de 250 collectivités territoriales, une cinquantaine d'entreprises et 800 participants à ce rendez-vous international. L'objectif est de réunir les solutions pour assurer un développement durable aux villes et communes de la Côte d'Ivoire. Plusieurs sujets y seront abordés au premier rang desquels la gestion des déchets, l'assainissement, les transports urbains, les énergies renouvelables ou encore l'économie verte.

1000 jeunes formés au Salon de l'entrepreneuriat africain

Le Salon de l'entrepreneuriat africain (Safe) s'est déroulé du 8 au 10 août à l'Université Félix Houphouët-Boigny à Abidjan pour sa deuxième édition. Ces trois jours passés autour du thème « Jeunesse et entrepreneuriat : outils, stratégies et enjeux » ont été rythmés par des ateliers, des panels et des conférences relatifs à l'entrepreneuriat et la création d'une entreprise. Selon Mohamed Fofana, commissaire général du Salon, ce rendez-vous a contribué à la mise en œuvre des mesures d'emploi du programme social du gouvernement qui vise à créer 500 000 emplois pour les jeunes d'ici 2020.

GUINEE

Achèvement de la 3^{ème} revue de l'accord au titre de la FEC en Guinée

[Le conseil d'administration du FMI a achevé en fin juillet dernier la troisième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit \(FEC\) et a approuvé un décaissement de 23,9 M USD en faveur de la Guinée, portant ainsi le montant total décaissé dans le cadre de cet accord à 95,7 M USD. Cet accord sur trois ans a été approuvé par le Fonds en décembre 2011 pour un montant global de 170,1 M USD et vise à renforcer la résilience, à intensifier l'investissement public dans les infrastructures tout en préservant la stabilité, à renforcer les dispositifs de protection sociale et à promouvoir le développement du secteur privé. Le FMI a enfin rappelé que la dynamique actuelle de croissance et les perspectives à moyen termes dans le pays sont bonnes \(5,8% en 2018 et un taux d'au moins 5% sur 2019-2024\), les résultats enregistrés dans le cadre du programme appuyé par la FEC sont satisfaisants au regard des objectifs pour fin décembre 2018 et les réformes appuyées par le programme ont progressé.](#)

Présentation du projet de loi de finances rectificative 2019 à l'assemblée nationale

[Le ministre du Budget, M. Ismaël Dioubate, a présenté le 19 août le projet de Loi de finances rectificative \(LFR\) 2019 à l'Assemblée nationale.](#) Il a indiqué que les recettes collectées à fin juin 2019 se chiffrent à 9137,6 Md GNF (997 M USD) soit 47,2% de l'objectif annuel fixé dans la Loi de finances initiale (LFI). A la même période, les dépenses exécutées s'établissent à 6229,7 Md GNF (680 M USD) soit 27,9% de l'objectif annuel. La LFR conserve les hypothèses macroéconomiques de la LFI, mais revoit à la baisse la prévision de pression fiscale, de 13,7% à 13,1% du PIB et le solde primaire cible de 9% à 6% du PIB. Les ressources prévisionnelles annuelles devraient atteindre 19 715 Md GNF (2,2 Md USD), soit une hausse de 2% par rapport à la LFI. Cette augmentation se justifie par l'encaissement de recettes exceptionnelles provenant du paiement de la licence 4G par la société Orange-Guinée. Les dépenses prévisionnelles sont relevées à 23 120,2 Md GNF (2,5 Md USD), soit +3,6% par rapport à la LFI. Ce relèvement s'explique par la hausse des dépenses courantes prévisionnelles de 1456,4 Md GNF (+11,5%), justifiées à hauteur de 87,7% par une augmentation des subventions accordées à l'entreprise publique Electricité de Guinée (EDG).

Première exportation d'envergure de Guinea Aluminium Corporation (GAC)

[La production de bauxite de la compagnie devait démarrer initialement en 2017, mais a connu du retard pour des raisons de renforcement des infrastructures.](#) La GAC vient donc de procéder à sa toute première exportation de 70 000 tonnes de bauxite le 5 août dernier. Pour rappel, cette filiale d'EGA (Emirates Global Aluminium - 5^{ème} acteur mondial de l'aluminium) est titulaire depuis 2013, pour une durée de 25 ans renouvelable une fois, d'une concession minière s'étendant sur 690 km² dans la région de Boké (nord-ouest du pays). Misant sur de bonnes perspectives sur le marché de

l'aluminium, la GAC entend monter sa production annuelle à 12 millions de tonnes dès la fin de cette phase de démarrage.

Accord de crédit d'un montant de 170 M USD avec l'Inde

[A l'occasion de la visite du président indien en Guinée du 1^{er} au 3 août dernier, un certain nombre d'accords et mémorandums ont été signés entre les deux pays](#), dont une ligne de crédit d'un montant de 170 M USD pour l'approvisionnement en eau de Conakry. Les échanges entre les deux présidents ont par ailleurs porté sur les questions de transformation sur place des ressources minières et sur la lutte contre le terrorisme.

La société ferroviaire suisse MBC revend quatre wagons de train à la Guinée

[La Société nationale des chemins de fer de Guinée \(SNCFG\) a acheté quatre wagons de train à la société de transport ferroviaire suisse Morges-Bière-Cossonay \(MBC\)](#), destinés à intégrer la flotte du réseau de transport passager urbain « Conakry Express ». Le coût d'acquisition total de ces quatre wagons se chiffre à 5000 CHF (4 585,7 EUR). Ces wagons, mis en service en 1964 ont depuis été rénovés à trois reprises, la dernière rénovation remontant à 1996. Chaque wagon a une capacité d'accueil de 90 passagers. Ces wagons ont été vendus en l'état et il appartiendra à la SNCFG de supporter l'ensemble des frais annexes. Les frais d'acheminement de ces wagons s'élèveraient à 137 900 EUR.

TBEA présente l'étude de faisabilité de la ligne ferroviaire bauxitique Télimélé-Boffa

[Le fabricant chinois de matériel électrique TBEA a présenté le 20 août 2019 l'étude de faisabilité de son projet de construction d'une ligne de chemin de fer entre Télimélé et Boffa](#), au ministère des Mines et de la Géologie, sous la présidence de son Secrétaire général M. Saadou NIMAGA. Cette ligne de chemin de fer fait partie d'un projet d'exploitation de bauxite plus large comprenant également la construction d'une raffinerie en alumine, d'un port en eau profonde et du barrage hydroélectrique d'Amaria. Cette ligne de chemin de fer devrait mesurer 148 km pour un coût total de 730 M USD. Cette nouvelle ligne devrait permettre de transporter 30 MT de bauxite par an entre la mine Santou 2 et le port du groupe TBEA à Bel Air.

MALI

31,5 Mds FCFA (48 M EUR) de recettes supplémentaires selon la LFR 2019

Le projet de loi de finances rectificative (LFR) propose une augmentation des recettes de 31,5 Mds FCFA (48 M EUR) par rapport aux prévisions de la loi initiale adoptée en décembre 2018. Cette amélioration des recettes est en partie imputable à la vente de licence téléphonique à un 4^{ème} opérateur, à l'acquisition par MALITEL de la 4G, à la contribution financière des partenaires techniques et financiers et à une révision à la hausse des prévisions des recettes fiscales de la DGI. Elle permet de réduire le déficit budgétaire global du pays de 14%, à 333,7 Mds FCFA (508,7 Mds EUR) contre un montant initial de 387,3 Mds FCFA (591,9 Mds EUR), et se rapproche du critère communautaire de convergence sur le déficit budgétaire fixée à 3% du PIB. Les ressources globales prévisionnelles s'élèvent désormais à 2054,7 Mds FCFA (3,1 Mds EUR) contre 2023,2 Mds FCFA (3,1 Mds EUR) prévus dans le budget initial ; les dépenses budgétaires sont fixées à 2387,7 Mds FCFA (3,6 Mds EUR) contre 2410,4 Mds FCFA (3,7 Mds EUR) dans le budget initial 2019.

150 M USD de la BM pour améliorer la fourniture de l'électricité à Bamako

[Le premier ministre malien et la directrice des opérations de la Banque mondiale au Mali viennent de procéder à la signature d'un accord de financement d'un montant global de 150 M USD en faveur du Projet d'amélioration du secteur de l'électricité au Mali \(PASEM\)](#), dont 28 M USD de dons et 122 M USD de crédits de l'Association internationale de développement (IDA). Le PASEM vise notamment à améliorer la fourniture de l'électricité dans la capitale Bamako et à renforcer les performances techniques et commerciales de la société nationale d'électricité (Energie du Mali - EDM). A termes, ce projet devrait permettre de raccorder 25 000 nouveaux ménages au réseau électrique et assurer un service de qualité pour 400 000 ménages actuellement connectés au réseau national. Autre information du secteur, les prix des produits pétroliers restent inchangés pour le mois d'août 2019 [selon le communiqué de presse de la commission de suivi du mécanisme de taxation des produits pétroliers](#). Pour rappel, le prix du super sans plomb est de 704 FCFA (1,1 EUR)

le litre, le prix du gasoil s'élève à 629 FCFA (0,96 EUR), le prix de vente de la bouteille de gaz butane de 2,75 kilogrammes est de 1 605 FCFA (2,4 EUR), et celui de la bouteille de 6 kilogrammes est de 3 500 FCFA (5,3 EUR).

NIGER

Le calendrier des prochaines élections dévoilé

Le président de la commission électorale nationale indépendante (CENI) a annoncé que le premier tour du scrutin présidentiel couplé aux élections législatives aura lieu le 27 décembre 2020 au Niger. Le deuxième tour de l'élection présidentielle interviendra le 20 février 2021, tandis que les élections municipales et régionales, initialement fixés au 9 mai 2016, sont désormais programmées pour le 1^{er} novembre 2020. Pour mémoire, Mahamadou Issoufou qui a été élu à la tête du Niger en 2011, puis reconduit en 2016 pour un second mandat de cinq ans qui arrivera à terme en 2021 conformément à la constitution nigérienne, a plusieurs fois indiqué qu'il ne briguera pas un 3^{ème} mandat.

L'Union européenne apporte au Niger un appui budgétaire de 20 MEUR

[L'Union européenne \(UE\) vient d'approuver un décaissement de 20 M EUR](#) (plus de 13,1 Mds FCFA) en faveur du Niger dans le cadre de ses programmes d'appui budgétaire au titre de l'année 2019. Ce don doit permettre d'accompagner « les progrès de l'Etat dans la mise en œuvre des politiques sectorielles et des réformes dans les domaines en particulier de l'éducation et la formation, de la santé publique, de l'accès à la justice, de la sécurité intérieure, de la lutte contre la migration irrégulière, de la gestion des finances publiques et de la mobilisation des ressources intérieures », a indiqué l'UE. Ce financement va être réparti en deux tranches : 16 M EUR (10,4 Mds FCFA) pour le Contrat relatif à la résilience et construction de l'Etat (SRBC) et 4 M EUR (2,6 Mds FCFA) pour le Contrat de réforme sectorielle éducation/formation.

La reprise des actifs d'Orange Niger fait l'objet de diverses tractations et annonces

A la suite de son contentieux avec le fisc nigérien, le groupe français Orange est à la recherche d'un repreneur de ses actifs au Niger après dix années de présence, estimant la pression fiscale trop élevée dans le pays. L'opérateur français aurait d'abord signé un accord de principe avec Telecel (groupe Niel Telecom), accord qui n'aurait pas reçu la validation du conseil d'administration. Au final, ce serait la holding de l'homme d'affaires nigérien Mohamed Rhissa alias "Rimbo" qui reprendrait Orange Niger. Déjà actionnaire majoritaire local d'Orange Niger, Rimbo s'est associé avec son allié malien, Moctar Tchiam, lui aussi actionnaire d'Orange Niger et Orange Mali. Les nouveaux repreneurs devront parvenir à un accord d'ici quelques jours avec les créanciers d'Orange Niger, et après l'accord du Tribunal, les autorités auront deux mois pour se prononcer, ce qui ouvrira la voie à la conclusion du nouvel accord. Pour rappel, Orange Niger a vu ses locaux fermés en décembre dernier pour un redressement fiscal d'un montant de 22 Mds FCFA (33 M EUR), soit près de la moitié de son chiffre d'affaires annuel.

Le Niger se dote d'une zone franche industrielle d'exportation

Le conseil des Ministres du Niger du 26 juillet 2019 a adopté le décret déclarant d'utilité publique les travaux de construction d'une zone franche industrielle d'exportation. La création de cette zone franche, dédiée aux entreprises qui s'investissent dans l'exportation, devrait renforcer l'attractivité économique du pays. Pour mémoire, le Niger dispose depuis 1961 d'un Code des Investissements plusieurs fois modifié qui, actuellement, a défini trois régimes privilégiés distincts : un régime promotionnel, un régime conventionnel, un régime des Zones Franches et Points Francs.

Dénonciation de la fraude dans le secteur des hydrocarbures au Niger

A l'occasion d'un point sur les avancées en matière de lutte contre la corruption au Niger, la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Halcia) a révélé que les fraudes sont essentiellement dues à la pratique du reversement des hydrocarbures selon laquelle certains opérateurs se présentent comme exportateurs fictifs de produits pétroliers qui ne franchissent pas la frontière et sont ainsi revendus sur le marché local sans avoir acquittés le paiement des taxes. Sur l'axe Niger-Burkina Faso, 904 citernes seraient concernées par ce reversement frauduleux du carburant sur le territoire national, avec un préjudice de l'ordre de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) entre 2017 et 2018. La Halciai est actuellement engagée dans une vaste opération de contrôle portant

sur la régularité fiscale des entreprises. Les dossiers instruits par la Halcia sont ensuite transmis au parquet qui décide (ou non) de donner suite.

Le Niger espère produire 500 000 barils de pétrole par jour à l'horizon 2025-2030

Le Niger ambitionne de porter sa production pétrolière estimée actuellement à 20 000 barils/jour (b/j), à 500 000 b/j à l'horizon 2025-2030, a déclaré le président nigérien dans une interview accordée au magazine Jeune Afrique. Pour rappel, depuis 2011, le Niger est producteur de pétrole à la faveur de la mise en exploitation du gisement d'Agadem (nord-est) et dispose aujourd'hui d'une industrie pétrolière complète, produisant un pétrole de haute qualité traité par la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) dont la production actuelle est de 20 000 b/j, pour un besoin national estimé à 7 000 b/j. Avec le prochain démarrage de la seconde phase d'exploitation du bloc d'Agadem, le pays ambitionne de quintupler sa production journalière actuelle de brut pour passer à 110 000 b/j d'ici 2021. Parallèlement, plusieurs réformes et projets structurants concrets sont en cours d'exécution pour faire face aux problèmes d'infrastructure et d'approvisionnement. Pour l'acheminement du brut, via notamment le port de la capitale béninoise Cotonou, il est envisagé la construction d'un oléoduc de 1 980 km. Ce projet est évalué à 4 Mds USD. A cela s'ajoute le projet de construction d'un pipeline multi-produit de 1 076 km à la frontière du Burkina Faso, traversant les grands centres de consommation à l'intérieur du pays.

L'Etat adopte un plan décennal de développement de la Poste

Le gouvernement du Niger a examiné et adopté en Conseil de ministres du 19 juillet le projet de décret portant adoption du document de la politique sectorielle postale 2019-2028. Il s'agit d'une stratégie de développement du secteur postal dans un contexte d'omniprésence des technologies de l'information et de la communication. Le plan s'articule autour de deux axes stratégiques majeurs que sont : (i) le renforcement des capacités des acteurs du secteur et (ii) le développement des services postaux de qualité et innovants.

SENEGAL

Plus de 2,2 Mds USD transférés par les migrants sénégalais en 2017

Selon un rapport sur les migrations au Sénégal, le volume des transferts des migrants sénégalais est passé de 233 M USD en 2000 à 925 M USD en 2006, puis à 1,6 Md USD en 2013, pour atteindre 2,2 Mds USD en 2017. Le document signale une hausse de la part de ces transferts dans le PIB du Sénégal, allant 8,6% en 2007 à 13% en 2017. Les fonds proviendraient majoritairement de la France (647 M USD en 2017), suivie par l'Italie (425 M USD) et l'Espagne (302 M USD). En Afrique, la Gambie (264 M USD), la Mauritanie (130 M USD) et le Gabon (116 M USD) constitueraient les principaux pays émetteurs. Les Etats-Unis contribueraient à hauteur de 85 M USD.

La consommation de gaz butane atteint 170 500 t en 2018

Selon la Secrétaire permanente du Comité nationale des hydrocarbures, la consommation de gaz butane a atteint 170 500 t en 2018 (164 000 t pour le marché local et 6 000 t pour l'export) contre 135 000 t en 2005, soit une progression de plus de 26% en 13 ans. En 2018, la SAR (Société africaine de raffinage), unique producteur local du combustible, a produit 3 367 t de gaz soit 2% des besoins du pays. La faible production domestique, additionnée à la forte croissance de la consommation, contraint le pays à importer près de 4 000 t de gaz tous les dix jours.

TOGO

Le pays est éligible au Mécanisme de réponse immédiate de la Banque mondiale pour gérer les catastrophes

[A l'issue des travaux sur la mise en œuvre du Mécanisme de réponse immédiate \(MRI\) de la Banque mondiale au Togo](#), la ministre de la Planification du développement et de la Coopération a indiqué que cet outil pourrait permettre à la Banque mondiale de mobiliser, dans un court délai via les fonds IDA, jusqu'à 15 M USD pour le Togo en cas d'urgence ou de catastrophe. Cet outil « flexible » de la Banque mondiale, conçu uniquement pour faciliter les interventions face aux différentes urgences, sert d'appui aux pays en cas de crise ou d'urgence à disposer d'un accès rapide à des ressources pour répondre aux besoins immédiats de reconstruction et de relèvement.

Evolution du trafic au port de Lomé de 2010 à 2018

Le trafic portuaire global s'est élevé à 22,3 millions de tonnes en 2018, en progression de +15,3% par rapport à 2017 et de +178,3% par rapport à 2010. De 2010 à 2018, l'augmentation significative du trafic a été tirée quasi-exclusivement par l'explosion des transbordements, qui sont passés de 0,8 million de tonnes en 2010 à 14,3 millions de tonnes en 2018, grâce à la mise en service, fin 2014, de la darse LCT (Lomé Container Terminal) qui est une plateforme de transbordement détenue à parts égales entre l'armateur italo-suisse MSC et China Merchants Group. Hors transbordement, le trafic portuaire n'a en effet progressé que de +10,1% de 2010 à 2018, tiré par une hausse du transit (+46,1%) tandis que le volume d'importations ne s'est accru que de +6,3%.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque